



Groupe VERVIERS – Le logement – 2022

Il y a des étapes dans la vie par lesquelles nous passons tous, presque sans exception. Face à l'une d'entre elle, nous, militants ATD Quart Monde, sommes particulièrement mis en difficulté. Cette étape, c'est celle de **la recherche d'un logement**. Combien de fois avons-nous été confronté au défi de trouver un logement rapidement, dans l'urgence avec tout le stress et les tensions qui en découlent ?

Bien trop souvent, les expériences liées au logement sont mauvaises et de courte durée quand on a une vie difficile, semée d'embûches. Pourtant, disposer d'un foyer décent reste un droit fondamental qui n'est pas toujours respecté... A Verviers, la situation du logement est particulièrement compliquée, encore plus depuis les inondations de juillet 2021. Enormément de logements restent vides, non rénovés, abîmés par les eaux ou, très souvent, mis en location malgré une insalubrité apparente. Pourtant, beaucoup de familles sont en recherche d'un logement correct qui leur permettront de vivre un peu plus sereinement. Peu de logements de qualité sur le marché, beaucoup de demande... la concurrence est forcément féroce !

La phase de recherche

Lorsqu'on recherche un logement, comme toute le monde, la première chose que l'on fait, c'est de fixer certains critères. Localisation, prix, état du logement, nombres de chambres, nombres d'étages, proximité des commerces, ...

A peine commencer, nous faisons déjà face à notre première déception... Jamais les critères que nous nous sommes fixés ne pourront être respectés... Jamais nous n'obtiendrons le logement de nos rêves, le logement idéal. Pourtant, nous n'aspérons pas à des villas 4 façades avec piscine... loin de la ! Pour la plupart d'entre nous, un logement en bon état, avec un petit extérieur et suffisamment d'espace pour accueillir notre famille nous suffirait amplement.

« Déjà, dans notre logement idéal, il y aurait du chauffage ! Ce ne serait pas en mauvais état et on ne devrait pas monter 4 étages... »

Malheureusement, aujourd'hui, ce type de logement est presque impossible à obtenir.

La première raison, c'est évidemment la question du revenu... Les prix ne cessent de grimper et nous sommes très vite obligés de renoncer à certains de nos critères. Souvent, on nous dit qu'il ne faut pas que le prix du loyer dépasse le tiers de nos revenus. Alors, quand ce revenu ne dépasse pas les 1200€, par exemple, il faut relever le défi de trouver un logement décent à 400€ par mois maximum. A cela s'ajoute évidemment les charges communes ainsi que les factures de gaz, d'eau et d'électricité. Rapidement, on se rend compte que cela va être très compliqué...

« Il faudrait fixer des limites aux prix des loyers pour que ça reste juste ! »

« Il n'y a pas que les loyers... rien que les charges qui augmentent, c'est horrible ! »

La seconde raison, c'est que parfois, notre parcours de vie nous ferme des portes. Lorsqu'on a une vie comme la nôtre, avec une expérience de la pauvreté ; lorsqu'on a un revenu du CPAS, du chômage ou de la mutuelle ; lorsqu'on ne peut pas rencontrer le propriétaire vêtu d'un costume ou d'une belle robe ; lorsqu'on n'utilise pas les mêmes mots, les mêmes expressions que d'autres ; lorsqu'on ne comprend pas toujours ce que l'on attend de nous... on est parfois considérés comme incapable de gérer correctement un logement. Faire une recherche sur le site « Immoweb », comme tout le monde, avec la contrainte de ne pas pouvoir accéder aux logements gérés par des agences immobilières, c'est vite fait... A tous les coups nous entendrons la même chose : « Pas de CPAS », « Pas de chômage » ... Chaque refus résonne en nous et apporte son lot de déception... « Ce ne sera pas celui-là non plus... »

Enfin, la troisième raison, c'est notre situation familiale. Il n'est pas rare qu'on nous refuse un logement parce que nous avons des enfants qui risqueraient de faire trop de bruit ou des animaux qui pourraient faire des dégâts ou encore parce que nous sommes fumeurs. Nous savons pourtant que ces motifs de refus ne sont pas valables mais il est impossible d'argumenter face à des propriétaires qui, parfois, se sentent tellement supérieurs à nous.

Bien sûr, il existe des logements sociaux, gérés soit par des sociétés de logements publics ou encore par des agences immobilières sociales. Ces logements sociaux sont évidemment intéressants pour nous mais ils découlent aussi parfois sur davantage de contrôle et de surveillance sur la manière dont nous vivons. Les loyers de ces logements sont calculés en fonction des revenus, c'est donc beaucoup plus réaliste pour nous d'accéder à ces logements. Mais les listes d'attentes sont presque infinies et il faut des mois voire des années avant de pouvoir espérer obtenir quelque chose. En plus, les communes ne respectent pas le taux de logements sociaux imposé par la loi. En Belgique, seulement 6.5% des logements sont des logements sociaux. En Wallonie, le chiffre descend à 5.3%. A titre de comparaison, nos voisins néerlandais disposent de 34.1% de logements sociaux dans leur parc de logements.